



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E'mail : communistes@sitecommunistes.org

07/06/2023

***On ne lâche rien! Les luttes seuls moyens de faire
reculer le pouvoir et le capital.***

Mardi 6 juin si les rassemblements étaient moins fournis que les fois précédentes, ceux-ci restent à un niveau élevé. Les manifestants ont signifié que ce n'était pas un baroud d'honneur. Prés de 900 000 manifestants, 300 000 à Paris, 50 000 à Toulouse et Marseille, 27 000 à Lyon, 20 000 à Nantes, Grenoble, 15 000 à Caen, 10 000 à Rennes, Grenoble, au Havre, 6500 à Nice, 5000 à Orléans, 4000 à Perpignan, Montpellier ... Un tiers des vols ont été annulés à Orly, un sur cinq dans les aéroports de Lyon, Marseille, Nice, Toulouse, Bordeaux et Nantes, plusieurs actions aux Monoprix, chez les électriciens et gaziers, des grèves à la RATP, à la SNCF le trafic a été « perturbé » selon la direction, des blocages de plusieurs lycées...

La mobilisation reste toujours d'une ampleur inédite.

La colère montre sa persistance alors que la veille était sorti les décrets d'application de la réforme.

Laurent Berger, assume désormais ouvertement sa volonté d'en finir avec le combat dans la rue et par la grève contre la réforme des retraites. La journée serait : « *la dernière manifestation sur la question des retraites dans ce format-là* », justifiant notamment sa volonté de tourner la page des retraites en faveur du « dialogue social ». « *On ne va pas se raconter des histoires. Il va falloir qu'on cultive la colère qui s'est exprimée pour travailler sur la question des salaires, du travail, du pouvoir d'achat et du dialogue social.* » a expliqué le secrétaire général de la CFDT. Une logique en contradiction avec la colère qui s'est exprimée dans les cortèges où de nombreux manifestants revendiquaient la poursuite de la mobilisation. Si Sophie Binet met en cause l'idée que « *tout [soit] plié* », elle déclare : « *Nous voulons de vraies négociations* » évoquant les salaires, l'égalité femmes-hommes ou les ordonnances Macron sur le code du travail, ou encore l'environnement reprenant ainsi le contenu du dernier communiqué de presse de l'intersyndicale qui élargit les thèmes abordés. Tout en assurant que « *les retraites resteront toujours un combat* » et qu'il est « *probable qu'il y ait d'autres manifestations au vu de la colère dans le pays* ».

L'article 40 dégainé pour limiter le pouvoir parlementaire

Le gouvernement a décidé de museler le parlement, encore une fois, en utilisant tous les outils disponibles dans la Constitution. Le pouvoir et ses complices ont donné à la présidente de l'Assemblée Nationale la possibilité de sortir l'article 40 pour empêcher purement et simplement le vote de l'article abrogeant la réforme des retraites. Un nouveau coup qui illustre une fois de plus que ce n'est pas à l'Assemblée que nous obtiendrons le retrait de la réforme mais bien dans la rue et par la grève et par les luttes.

Le gouvernement et ses soutiens sont déterminés à en finir avec le mouvement des retraites pour poursuivre leurs autres attaques antisociales. Il faut une offensive forte et unie pour vaincre Macron et le MEDEF et ne pas prendre le chemin de Matignon et du « dialogue social ». La mobilisation de ces derniers mois a démontré que seul un rapport de force dur, par la grève pourra faire reculer Macron et le patronat. C'est l'inverse que prône l'intersyndicale dans un hypothétique et illusoire dialogue avec le patronat et le gouvernement.

Les 250 manifestations du 6 juin traduisent une colère persistante qui ne demande qu'à s'exprimer et à imposer le retrait de la réforme:

L'opposition à la réforme est toujours largement majoritaire, selon un dernier sondage, le soutien au mouvement : 2/3 des Français (66%) déclarent le soutenir et 55 % souhaite qu'il se poursuive même si 82 % des Français et 76 % des opposants à la réforme considèrent qu'elle entrera en vigueur. La colère est donc toujours au rendez-vous. Le mouvement contre la réforme des retraites, les nouvelles vagues de grèves pour les salaires. En posant l'exigence des augmentations de salaires pour tous et leur indexation sur l'inflation, la colère peut se

déployer en s'élargissant également sur les revendications des conditions de travail, de logement, de la santé, de l'éducation nationale, des services publics...

En effet, les mesures avancées par le gouvernement, ces dernières semaines reposent essentiellement sur des aides au capital pour assurer sa *"transition verte"*, les forces de sécurité (15 milliards d'euros) et de défense (413 milliards d'euro) pour protéger les intérêts du capitalisme, des réductions d'impôts pour les multinationales... Un vaste plan d'aide publique pour restructurer les grands monopoles et leur donner un avantage compétitif dans la concurrence mondiale. De l'autre côté, le gouvernement va faire les poches des salariés, des jeunes, des retraités, des précaires... un serrage généralisé de ceinture contre le peuple.

Nous sommes avec les salariés dans l'action: des grèves, des manifestations pour gagner le retrait de la réforme des retraites, pour gagner des avancées sociales. Comme le font les salariés multipliant les piquets de grève pour réclamer des augmentations. L'exemple de la lutte victorieuse des salariées de Verbaudet montre que c'est possible, il n'y a pas d'autre chemin que la lutte. (*voir notre rubrique des luttes sur notre site*)

Ces actions, ces luttes unies sont la condition première pour stopper les prétentions du patronat et du pouvoir et inverser le rapport des forces.

Mais la question de quelle société nous voulons se pose : continuer en pire la société capitaliste aux objectifs de laquelle Macron voudrait soumettre de plus en plus le peuple français ou s'attaquer à ce système capitaliste qui détruit les Hommes et la nature, engendre les guerres et la misère.

Nous, militants du Parti Révolutionnaire Communistes nous avons choisi le combat contre le système capitaliste pour construire une société socialiste et les 16 et 17 juin, notre parti tiendra son Congrès à Paris avec à l'ordre du jour, le développement de notre parti pour la lutte contre le capitalisme et le combat de classe pour le changement de société. C'est ce combat que notre parti veut mener avec vous.